



CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED
INRETS-INRP

Halte aux liquidateurs Les réformes touchent maintenant la recherche au cœur

Villejuif, le 29 septembre 2010

En ce moment, la plupart des directions des laboratoires s'activent à répondre aux appels d'offre du grand emprunt. Ils ont peu de temps, les appels d'offres sont sortis cet été et il faut répondre dans les jours qui viennent. Les personnels, ITA chercheurs et doctorants ne sont pas consultés voire même informés. C'est l'une des caractéristiques du Grand Emprunt : tout précipiter pour liquider le fonctionnement démocratique déjà mis à mal, par la LRU dans les universités et par le choix des directions des EPST de ne pas consulter leurs instances. Le Grand Emprunt a plusieurs autres objectifs : réduire encore le financement récurrent des UMR et mettre à mal le fonctionnement collectif en organisant une compétition exacerbée. Pourtant, les financements ne sont pas si mirobolants. Rappelons le fonctionnement. Il y a 21,9 milliards consacrés à la recherche et l'enseignement supérieur. Cette somme est empruntée sur les marchés financiers et l'Élysée a déjà déclaré le 14 décembre 2009 que les intérêts payés par l'État seront compensés par une réduction des dépenses courantes : d'où la baisse des financements récurrents. La majeure partie de cette somme, soit 17,7 milliards, sera confiée à l'ANR qui la placera à environ 3,5%, à la Caisse des Dépôts et Consignation. Seuls les intérêts seront distribués. La compétition sera féroce. Il y aura peu d'élus, mais on commence déjà à dire que ceux qui ne postuleront pas seront repérés ! Le premier appel d'offre EQUIPEX, Equipement d'Excellence qui financera des projets de 1 à

20 millions d'euros a reçu 339 projets. Le deuxième appel d'offre « LABEX », Labo d'Excellence, oblige les porteurs de projets à sélectionner dans plusieurs UMR des équipes classées A+ par l'AERES et qui travaillent sur des thématiques à la mode. Les LABEX contribueront au démantèlement progressif des UMR. La totalité des appels d'offre « s'emboîtera » en 2011 dans 5 à 10 IDEX, les Initiatives d'Excellence, dotées de 7,7 milliards en capital. Pour René Ricol, commissaire chargé du Grand Emprunt, il s'agit de délimiter des périmètres d'excellence restreints sur les PRES. On ne vise même plus à doter les meilleurs campus, mais à sélectionner parmi ceux-ci quelques spécialités. La sélection sera confiée à des jurys choisis par un cabinet de « chasseur de têtes » (dixit Ricol, sic) sur des critères non politiques, traduisez que l'on éliminera les scientifiques qui pourraient contester. Mais in fine, la décision reviendra au premier ministre. Le choix échappe donc totalement aux scientifiques. Les organismes ne labelliseront plus rien. **La multiplication des appels d'offre condamne les scientifiques à la mendicité compétitive.** La recherche à risque, les hypothèses originales ne trouveront plus leur place dans un univers formaté. L'histoire des sciences nous montre que ceux qui ont révolutionné leur discipline l'ont fait souvent contre le conformisme académique. Tout cela contribuera à augmenter encore plus le nombre de précaires qui sont déjà, selon le recensement de l'intersyndicale, entre 40000 et 50000.

Face à cette liquidation programmée des EPST et de nombreux laboratoires, les directions des EPST ne présentent aucune résistance et se comportent en accompagnateurs zélés.

Ainsi au CNRS

A l'occasion de ses visites en province, le président du CNRS multiplie les interviews dans lesquelles il réaffirme que le seul rôle du CNRS est désormais d'accompagner l'évolution des universités en favorisant la mise en place de grandes universités de recherche. Le CNRS jette aux orties les organes de consultation qu'il avait mis en place dans les régions. Aucun Comité Consultatif Régional n'a été réuni, pas plus d'ailleurs que le conseil scientifique ou les conseils des ex départements scientifiques. Alain

Fuchs affirme par ailleurs à Marseille (dépêche AEF du 3 septembre) qu'il y a des économies à faire sur le budget de fonctionnement du CNRS. Il préconise la chasse au gaspi, mais déjà pour ce qui concerne la promesse de maintien des postes annoncée par la ministre, il se contente de répéter que les départs en retraite seront remplacés. C'est-à-dire que, comme les années précédentes, les autres départs et les décès ne le seront pas. C'est le ministère du budget qui doit être content. Il faut dire que par ailleurs qu'Alain Fuchs, dans Le Monde

du 21 août, oppose dans la communauté scientifique les jeunes qui seraient dynamiques et les vieux qui seraient habitués à un système « un peu sclérosé mais prévisible ». Ce discours sur « un passé sclérosé » est le même que celui de ceux qui veulent revenir sur les acquis du Conseil National de la Résistance ou de Laurence Parisot qui préconise que le travail, tout comme l'amour, ne peut pas échapper à la précarité.

Certains universitaires veulent aller encore plus vite

Pour certains universitaires, la liquidation du CNRS doit aller encore plus vite. M Pomerol, président de l'université Pierre et Marie Curie propose de supprimer le sigle CNRS dans les publications pour faire remonter son université au classement de Shanghai et certains à la CPU commencent à rêver d'un CNRS sans ITA. Qu'en dit le président du CNRS ? La mise en place de la délégation générale de gestion n'est elle pas le début de ce processus de transfert des ITA vers les universités ? On commence par mutualiser certaines fonctions, on accélère les sous-traitances. On détruit les collectifs de travail que sont les laboratoires.

Dans les autres EPST, on prépare aussi la casse

De son côté, la direction de l'INSERM donne six semaines aux équipes classées B par l'AERES pour disparaître et se redéployer dans des équipes mieux classées. Les centres de l'INSERM se spécialisent petit à petit. La création de 5 IHU, Instituts Hospitalo-universitaires, monothématiques et censés porter l'excellence de la recherche biomédicale va accélérer cette restructuration. Nous allons vers un modèle unique de structure (un lieu unique, une thématique ciblée, un directeur entrepreneur et responsable), des sources de

financement regroupées, des outils de gestion mutualisés et des normes universelles dont on nous vante les mérites (visibilité internationale, rationalisation). La Direction veut pour l'année prochaine dessaisir les commissions scientifiques de l'évaluation des unités qui seraient du seul ressort de l'AERES.

La direction de l'INRIA laisse entendre que dans quelques années les laboratoires de l'INRIA seront rattachés directement aux universités et que l'institut se contentera d'organiser la recherche en informatique.

La direction de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) a modifié en force les statuts de l'organisme fin juillet dans un CA boycotté par les élus des personnels. Plusieurs missions de l'IRD sont transférées à l'agence de moyens AIRD qui veut réorienter les moyens de l'institut vers d'autres objectifs que ceux poursuivis actuellement par les équipes de recherche.

Sous le contrôle du ministère de l'environnement, on procède à la fusion à marche forcée de deux EPST : le LCPC (laboratoire Central des ponts et chaussées) et l'INRETS (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité). L'objectif avoué est de parvenir à baisser les effectifs à terme de 10%.

L'INRP, Institut National de Recherche Pédagogique sera dissout en janvier 2011 pour devenir un institut interne de l'ENS de Lyon. Annoncée le 17 septembre, cette décision a conduit 9 membres sur 12 du conseil scientifique de l'INRP à démissionner.

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE

Dans les *Echos* du 27 septembre, Mme Péresse affirme qu'en 2012 elle « aura réparé les dégâts de mai 1968 ». Remplacez le mot « dégâts » par le mot « acquis » et vous comprendrez que ce gouvernement va aussi s'attaquer à bien d'autres avancées. Il ne faut pas les laisser faire. Pour défendre les EPST, les laboratoires, le travail des ITA et des chercheurs, les débouchés de doctorants, nous devons réagir. Le SNTRS-CGT vous propose d'organiser de débats dans les laboratoires et services. Le SNTRS-CGT invite l'ensemble des élus dans tous les conseils à faire face contre cette liquidation des EPST. Dans les mois qui viennent, faisons, tous unis, avancer nos revendications.

ADMINISTRATIFS
CHERCHEURS
INGENIEURS
TECHNICIENS
THESARDS
REJOIGNEZ UN SYNDICAT
Intercatégoriel
Indépendant
Démocratique
Unitaire

J'adhère au S.N.T.R.S-C.G.T

NOM : Prénom :
Corps et grade :
Adresse du labo ou service :
Téléphone : Fax:
Courrier Electronique :